

Ecrit par le 30 octobre 2025

# Défense nationale : Le Vaucluse combien de divisions ?



Alors que la promulgation par le président de la République de la prochaine Loi de programmation militaire (LPM) devrait intervenir imminemment, quel impact aura l'adoption de ce texte pour le Vaucluse ?

Adoptée par le parlement, il y a une quinzaine de jour, la Loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 devrait, sauf avis contraire du Conseil constitutionnel (ndlr : qui a finalement censuré 11 articles), être promulguée par le président de la République dans les tous prochains jours. Cette LPM prévoit un investissement de 413 milliards d'euros pour les 7 prochaines années. C'est 40% de plus par rapport à la précédente Loi (295 milliards pour 2019-2025). Pour y arriver, l'effort de défense national sera porté à 2% du produit intérieur brut (PIB) entre 2025 et 2027.



Ecrit par le 30 octobre 2025



La LPM 2024-2030 prévoit l'acquisition de 31 Rafale destinés à la BA 115 d'Orange-Caritat. © N.Tiragallo-Armée de l'air et de l'espace

#### Répondre aux nouveaux objectifs sécuritaires

Pour 2023, le budget de la défense a été fixé à 43,9 milliards d'euros. Avec la nouvelle LPM, ce budget (le 2° de l'Etat) augmentera de 3,3 milliards en 2024 et 2025, de 3,2 milliards en 2026 et 2027 et de 3,5 milliards en 2028, 2029 et 2030. De quoi atteindre plus de 68 milliards d'euros à l'horizon 2023.

Objectif pour ce budget des armées très largement à la hausse : répondre aux enjeux sécuritaires liés à la nouvelle situation internationale. Oubliée donc la récolte des fruits des dividendes de la paix impulsée après la chute du mur de Berlin. Si certains ont alors prophétisé la fin de l'Histoire, force est de reconnaître que celle-ci est plutôt un éternel recommencement. L'attaque de la Russie contre l'Ukraine, avec le retour impensable de la guerre en Europe, ainsi que les menaces toujours plus grandissantes de la Chine envers Taïwan sont là pour nous le rappeler cruellement. Jusqu'alors en chute libre, les dépenses militaires mondiales connaissent un rebond considérable depuis le début de l'invasion russe et la prise de conscience qu'un conflit de haute intensité pouvait à nouveau éclater.

C'est dans cette logique que le budget des armées françaises vise désormais à répondre à ces menaces via le renouvellement des matériels existants mais aussi la modernisation de la dissuasion nucléaire, le renforcement du renseignement militaire, les investissements dans les défenses cyber, sol-air, spatiale et maritime, l'objectif de disposer de 105 000 réservistes...

#### 31 Rafale pour la BA 115 et 37 Serval pour le 2<sup>e</sup> REG

Dans le cadre du renouvellement des matériels, la LPM prévoit donc notamment l'acquisition de 31



Rafale. Les premiers avions devant rejoindre la BA (Base aérienne) 115 d'Orange à partir du troisième trimestre 2024. C'est là, en effet, que sera déployé le futur 5<sup>e</sup> escadron du biréacteur 'omnirôle' de Dassault dont le chantier des infrastructures d'accueil a commencé début 2023. Des travaux (voir vidéo ci-dessous) d'un montant de 180M€ qui vont permettre la construction de nouveaux hangars, d'ateliers, de bureaux et des simulateurs de vol mais aussi d'aménagements des pistes, de voies de roulement, de réseaux souterrains, d'éclairage des balises lumineuses et de parkings avions.

La base vauclusienne a, par ailleurs, déjà fait l'objet de nombreux travaux de modernisation et de réaménagement lors de la Loi de programmation précédente, comme avec l'édification d'un nouveau mess.

Découvrez les futures installations de la BA 115 destinées à accueillir les Rafale de l'Armée de l'air et de l'espace.

Dans le même temps, les 900 hommes <u>du 2e régiment du génie de la Légion à Saint-Christol</u> devraient réceptionner 37 véhicules de combat Serval d'ici 2030. Une remilitarisation du Vaucluse qui fait suite au départ des 800 hommes du 1er Régiment étranger de cavalerie de la Légion à Orange qui avaient rejoint Carpiagne en 2014, le démantèlement du site de missiles nucléaires du Plateau d'Albion à la fin des années 1990 (aujourd'hui reconverti en <u>Laboratoire souterrain à bas bruit</u>) ou bien encore la dissolution du 7<sup>e</sup> génie des chasseurs alpins en 1993 dont la caserne Chabran abrite désormais la préfecture de Vaucluse et le Crous d'Avignon.

#### A lire également : « Orange : la BA 115 fait décoller l'emploi dans le Haut-Vaucluse »

A ce jour, le nombre de militaires s'élève à 2 670 en Vaucluse. Un chiffre qui se monte à 5 799 personnes si l'on intègre les familles. A cela s'ajoute 356 réservistes. Un nombre qui devrait atteindre 700 en 2030. Cette présence n'est pas sans impact sur la vie économique du département puisque le ministère des Armées verse 98M€ de salaires chaque année. De quoi générer la création de 1078 emplois induits dans les services et les petits commerces de proximité ainsi que 11M€ de paiements directs du ministère des Armées aux 189 entreprises et fournisseurs locaux départementaux.

Dans le même temps, 26 000 ressortissants de l'Office national des combattants et des victimes de guerre sont dénombrés en Vaucluse alors que le département reçoit 189 000€ d'aides de solidarité aux anciens combattants.

#### 352M€ d'investissements

Par ailleurs, sur cette période 2024-2030, la LPM a budgété 352M€ d'investissements pour les infrastructures militaires vauclusiennes dont plus de 120 logements construits ou rénovés. S'ajoute également 62M€ cumulé des achats par les unités militaires locales (prestations d'entretien, services à la personne, réparations...) ainsi que 6,5M€ de dépenses liées au Plan Famille 2 visant à « limiter les impacts des engagements opérationnels et des mutations fréquentes sur la vie personnelle, familiale et professionnelle ».



Ecrit par le 30 octobre 2025



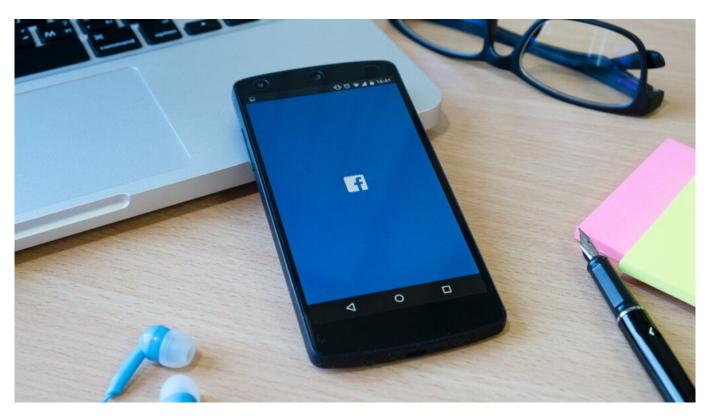
Eurenco, leader européen des poudres et explosifs, a choisi d'implanter son siège social à Sorgues. © Eurenco

La défense en Vaucluse s'est aussi un secteur industriel qui se renforce à l'image de l'inauguration <u>du nouveau siège social d'Eurenco à Sorgues en mai dernier</u> transféré depuis la région parisienne. Le leader européen des poudres et explosifs, qui fabrique notamment une partie des obus des canons Caesar, marque ainsi son enracinement dans le département où le groupe y emploie près de 400 salariés. Un attachement qui vient aussi de se traduire par la création d'une nouvelle formation via l'installation d'une antenne du Campus pyrotechnie du futur de Bourges au sein du Campus de la CCI de Vaucluse à Avignon. Une quarantaine de personnes de la région devrait venir s'y former dès la rentrée prochaine. Mais l'industrie de la défense ne se limite pas Eurenco puisqu'on dénombre en tout 21 sous-traitants de l'armement dans le Vaucluse. L'ensemble représentant 613 emplois.

### **Escroqueries sur Facebook Marketplace:**



### comment les identifier et les éviter?



Pour assurer la sécurité de vos informations personnelles et financières en ligne, il est important de connaître - que vous achetiez ou vendiez - les signes suspects à surveiller sur Facebook Marketplace et de savoir comment vous protéger contre les escroqueries.

Facebook Marketplace est rapidement devenu un lieu de prédilection pour vendre ou acheter des objets d'occasion localement. Le fait que les acheteurs et les vendeurs puissent acheter des biens et communiquer facilement au sein de l'application Facebook a permis à l'adoption de Facebook Marketplace de monter en flèche.

#### Comment identifier une escroquerie sur Facebook Marketplace

Si la plupart des utilisateurs de Marketplace sont des acheteurs et des vendeurs de confiance, des personnes malintentionnées peuvent également profiter du site pour faire tomber les gens dans des escroqueries. Voici quelques signes clés qui peuvent indiquer que vous communiquez avec un escroc :

• Trop beau pour être vrai : les acheteurs doivent se méfier de toute annonce proposant un prix extrêmement bas pour un objet de valeur. De même, les vendeurs doivent se méfier des



acheteurs potentiels qui proposent un prix supérieur à celui demandé.

- L'urgence artificielle : les escrocs utilisent souvent l'illusion de l'urgence pour inciter les acheteurs ou les vendeurs à conclure des transactions moins que légitimes.
- Demandes de paiement étranges : Facebook recommande aux acheteurs d'éviter les ventes ou les transactions qui exigent que vous payiez avec des cartes-cadeaux. Il est également recommandé de vérifier la qualité et l'état de l'objet acheté avant d'échanger de l'argent ou des informations personnelles de quelque nature que ce soit.
- Photos suspectes : s'il n'y a qu'une seule photo d'un article provenant du site où il a été acheté à l'origine et aucune photo actuelle de l'article dans son état réel, il faut se méfier du fait que l'article n'existe peut-être pas, ou qu'il n'existe peut-être pas dans la qualité promise.

#### Les 6 escroqueries courantes sur la Marketplace Facebook

- Articles contrefaits : l'une des escroqueries les plus courantes sur Facebook Marketplace consiste à mettre en vente des articles contrefaits ou endommagés. Il est conseillé de toujours examiner attentivement le profil du vendeur et de lire les commentaires des clients avant d'acheter un article sur Facebook Marketplace, et d'obtenir autant d'informations que possible sur le produit avant de l'acheter afin de s'assurer qu'il est légitime.
- Fausses annonces : bien souvent, les escrocs exigent un paiement anticipé pour ensuite se retirer de l'affaire ou disparaître et vous n'obtenez jamais l'article acheté.
- Fraude immobilière : les escrocs peuvent publier des photos de maisons ou d'appartements dont ils ne sont pas propriétaires et les « vendre » ou les « louer » à l'improviste à des acheteurs qui ne se doutent de rien. Facebook conseille de ne pas envoyer d'acompte pour des biens de grande valeur (y compris pour la location d'un appartement) sans s'être assuré au préalable qu'il s'agit bien d'un bien réel.
- Trop-perçu : les utilisateurs frauduleux envoient souvent plus d'argent que ce que vous avez demandé, pour ensuite exiger le remboursement du « trop-perçu ». Lorsque vous essayez de déposer le chèque, il est sans provision et vous ne recevez donc aucun paiement. Si un acheteur envoie un trop-perçu, le vendeur peut refuser les fonds et demander à l'acheteur d'envoyer un autre paiement avec le solde correct.
- Profils suspects : vous devez pouvoir consulter ses évaluations et avis, ses autres annonces et son activité sur le marché. Si l'utilisateur n'est pas originaire de la région ou si son profil est vide, c'est peut-être le signe qu'il n'est pas celui qu'il prétend être.
- Hameçonnage pour obtenir des informations personnelles : les escroqueries par hameçonnage sur Facebook Marketplace ont pour but de voler vos données et informations personnelles. L'escroc peut vous demander un code ou un numéro de téléphone pour compléter un code de vérification à deux facteurs sur un système de messagerie non sécurisé. Ce code peut être lié à une autre application qui lui permet de voler votre numéro de téléphone portable et vos informations de compte, ce qui lui donne un accès complet à d'autres comptes qu'il souhaite utiliser.



#### Comment signaler une escroquerie?

Pour signaler un vendeur frauduleux à Facebook, accédez à la Marketplace et cliquez sur l'article. Sélectionnez le nom du vendeur sur la page de l'annonce et cliquez sur « Signaler ». Vous pourrez ainsi signaler le vendeur en fonction du type d'escroquerie qu'il a commise ou tentée de commettre. Pour signaler un acheteur frauduleux, cliquez sur les messages échangés entre vous et l'acheteur potentiel puis sélectionnez l'option « Signaler l'acheteur ». Suivez la procédure indiquée pour signaler l'acheteur frauduleux à Facebook et faire en sorte que d'autres personnes ne soient pas victimes de cette escroquerie.

#### Ce que vous pouvez faire pour éviter les escroqueries sur Facebook Marketplace

La meilleure façon d'éviter les problèmes est de rester vigilant et de connaître les arnaques courantes sur Facebook Marketplace. Sachez reconnaître les signaux d'alarme et suivez toujours les meilleures pratiques pour vendre et acheter en toute sécurité. Si vous utilisez des méthodes de paiement sûres, si vous vérifiez l'authenticité des produits et si vous refusez les offres ou les demandes suspectes, vous aurez beaucoup plus de chances de rester en sécurité.

Si vous êtes tout de même victime d'une escroquerie, il est possible d'avertir le prestataire de services de paiement que vous avez utilisé pour lui signaler l'escroquerie et demander un remboursement par l'intermédiaire de son service de protection contre la fraude. Facebook Marketplace est une plateforme qui peut être très utile, mais à utiliser toujours de manière avertie!



Bastien Bobe, Directeur technique EMEA chez Lookout.



# Un policier allemand en renfort des gendarmes du peloton d'autoroute d'Orange



Depuis le 1er juillet 2023, l'escadron départemental de sécurité routière de Vaucluse situé à Orange accueille un policier allemand. Dans ce cadre, Sébastian Wahls, Polizeicommissar à Bochum, ville située dans la Ruhr entre Düsseldorf et Dormund, apporte un soutien aux gendarmes sur le terrain dans le cadre de l'accomplissement de missions de prévention et de sécurité publique, mais également aux ressortissants européens présents en France.

Présent en Vaucluse sur cette zone fortement impacté par le flux touristique pendant la période estivale, le représentant des forces de l'ordre d'Outre-Rhin, a du, dès son premier jour, intervenir lors d'un



accident sur l'A7 impliquant des ressortissants allemands, pour les conseiller et les rassurer. Un peu plus tard, il est intervenu au profit d'une famille allemande, victime d'un vol sur une aire d'autoroute et quelque peu surprise de trouver sur le chemin des vacances une casquette 'Polizei'.

Ce type de renforts n'est pas inédit cependant en Vaucluse puisqu'Avignon accueille depuis de nombreuses années déjà des policiers européens durant le festival de théâtre. Cette année encore des policiers allemands et espagnols seront présents. Par ailleurs, une commission d'évaluation des dispositifs de sécurité du festival à l'échelle européenne s'est également rendue à l'ouverture de l'événement théâtral. Elle était composée de représentant des forces de l'ordre originaire de Suède, du Portugal et d'Allemagne.

L.G.

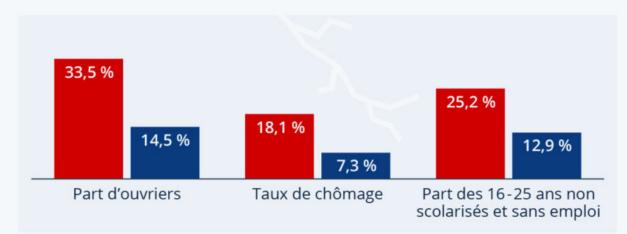
### Banlieues, une fracture sociale

Ecrit par le 30 octobre 2025

# Banlieues, une fracture sociale

Comparaison d'indicateurs socio-économiques entre les quartiers prioritaires et l'ensemble de la France

■ Quartiers prioritaires \* ■ Ensemble de la France





<sup>\*</sup> Quartiers prioritaires (QP): revenu moyen < 11 250 €/hab/an. En 2022, 5,4 M de personnes (8 % de la pop.) vivaient dans 1 514 QP répartis dans 859 communes. Dernières données disponibles : 2019/2020, sauf chômage : 2022.

Sources: Insee, ONPV, DARES, Observatoire des inégalités













Les émeutes urbaines qui ont éclaté en France suite à la mort du jeune Nahel lors d'un contrôle policier ont ravivé les débats déjà anciens sur les problèmes des banlieues françaises, qui mêlent à la fois des questions sociales, historiques, d'urbanisme et de sécurité. Malgré les « plans banlieues » déployés dans le pays depuis plus de quarante ans, les politiques à l'égard des quartiers populaires n'ont pas réellement réussi à résorber les <u>inégalités</u> et la fracture sociale qui subsistent avec le reste de la population française.

Ces quartiers dits « prioritaires » sont généralement définis par le niveau de revenu de la population : moins de 11 250 euros annuels par habitant. Le gouvernement français dénombre 1514 quartiers prioritaires répartis sur 859 communes et ils concernent environ 5,4 millions d'habitants, soit 8 % de la population française. Ces quartiers situés aux marges des villes concentrent les populations les plus exposées aux difficultés financières et aux problèmes sociaux : familles monoparentales les plus modestes, jeunes et immigrés les moins qualifiés.

Dans ces quartiers, le taux de chômage est 2,5 fois plus élevé que la moyenne nationale et environ le quart des jeunes de 16 à 25 ans sont non scolarisés et sans emploi (contre 13 % dans l'ensemble de la population). Comme le montre également notre graphique, la moitié des habitants des quartiers prioritaires vit avec moins de 1 168 euros par mois (revenu net médian), contre 1 822 euros pour l'ensemble des Français. Cela représente environ 650 euros de moins par mois pour vivre. Le taux de pauvreté dans les quartiers prioritaires dépasse ainsi 40 %, un chiffre 3 fois plus élevé que la moyenne nationale.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

# Agression de maires et d'élus : 'les fantassins de la République' tirent la sonnette d'alarme



Ecrit par le 30 octobre 2025



Excédés par la multiplication des agressions à leur encontre, les maires de Vaucluse ont décidé de lancer un cri d'alarme. En effet, le nombre de violences verbales et physiques contre les élus a bondi en France de 32% entre 2021 et 2022, et le Vaucluse n'est pas épargné. Plusieurs incidents récents ont engendré un ras-le-bol, que les élus du département n'entendent plus laisser passer.

Jusqu'à présent on disait que les maires étaient à portée d'engueulade. Ce n'était pas toujours agréable mais, de leur propre aveux, cela faisait partie du 'job'. Aujourd'hui, ces élus de terrains sont désormais de plus en plus à portée de coups et ça ils ne le tolèrent plus. Les récentes menaces de mort à l'encontre du maire de Cairanne ainsi que l'agression d'un des adjoints de Lauris n'ont fait qu'illustrer cette inquiétante tendance générale.

« La situation préoccupante des actes de violence envers nos élus locaux est un sujet d'actualité récurrent, s'alarme Pierre Gonzalvez, président de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Malheureusement, le département n'est pas épargné par cette vague de violence envers les élus de la République. Ces faits s'additionnent et s'accélèrent. Cela affecte toutes les communes, des petites aux plus grandes. Il n'y a pas de territoire qui soit préservé. »

« Cela affecte toutes les communes, des petites aux plus grandes. Il n'y a pas de territoire qui soit préservé. »



Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

#### Une tendance de fonds à l'échelle du pays

Face à cette tendance de fonds, encore illustrée ce week-end au niveau national par l'incendie du domicile du maire de L'Haÿ-les-Rose, mais aussi par le dramatique décès du maire de Signes dans le Var en 2019, renversé par la camionnette d'un maçon alors qu'il tentait de s'interposer contre un dépôt d'ordures sauvages, ou lorsque le maire de Saint-Brévin, en Loire-Atlantique, a démissionné suite à l'incendie de ses véhicules et de la façade de son domicile en pleine nuit en mars dernier, l'AMV a donc souhaité réagir contre ces agressions à répétition. Et ce d'autant plus que des élus de Vaucluse viennent eux aussi d'être confrontés à des actes de violences verbales ou physiques qui connaissent une explosion en France.

Leur nombre a ainsi bondi de 32% en 1 an, en passant de 1 720 actes en 2021 à 2 265 en 2022.

« Fils de pute de maire, mes frères gitans et moi, on viendra te pulvériser toi et ton village de mort. »

Menaces proférées contre le maire de Cairanne



De gauche à droite : Bernard Le Dily, adjoint en charge de la sécurité publique à Mormoiron,



Vincent Faure, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes, Roger Rossin, maire de Cairanne, Michel Terrise, maire d'Althen-des-Paluds, Anne-Marie Bardet, maire de Sarrians, Jean-François Lovisolo, député de la 5e circonscription de Vaucluse, Pierre Gonzalvez, président de l'AMV, Thierry Dernis, adjoint à la voirie de Lauris, et André Rousset, maire de Lauris.

Le 8 juin dernier c'est Roger Rossin, maire de Cairanne qui a été menacé de mort. L'élu constate pour la seconde fois un affichage sauvage d'un épaviste sur les panneaux directionnels, les feux tricolores, les candélabres, et le mobilier urbain le long de la route Départementale 8.

- « Cela enlève la peinture quand on essaye de les décrocher, constate alors agacé le maire de Cairanne. J'ai donc eu la faiblesse d'appeler le numéro figurant sur l'annonce pour expliquer que ce type d'affichage était soumis à autorisation et que là où il les mettait cela n'était pas possible. Je lui ai demandé de venir les enlever. La personne m'a répondu 'qu'il sent foutait, qu'il faisait ce qu'il voulait et qu'il devait travailler'. »
- « Je lui alors précisé que je devrais alors le verbaliser, poursuit Roger Rossin. Il m'a alors répondu 'Fils de pute de maire, mes frères gitans et moi, on viendra te pulvériser toi et ton village de mort'. »
- Même si c'est la première fois que cela lui arrive en 10 ans de mandat, le maire de Cairanne n'envisage pas forcément de porter plainte. Ces collègues maires de l'AMV, le sous-préfet de Carpentras et la préfète du Vaucluse l'y incite pourtant.
- « Même si j'ai du mal à croire que la plainte débouchera sur une interpellation et une condamnation, j'ai finalement porté plainte, ajoute-t-il. Je n'ai pas peur de ces menaces mais je n'accepte pas le côté irrespectueux de l'institution et la violence gratuite de ces propos. » L'enquête est en cours...

« Je vais te retrouver et je vais te tuer. »

Menaces proférées contre un des adjoints de Lauris

Le 13 juin dernier, alors que la commune de Lauris est sous les orages, un habitant se retrouve avec 7cm d'eau chez lui. Thierry Dernis, adjoint à la voirie, se rend sur les lieux pour évaluer la situation et voir qu'elles peuvent être les solutions même si ce n'est pas du ressort des compétences de la municipalité.

« Il m'a attrapé par mes vêtements alors que je ne m'y attendais pas, raconte l'élu de Lauris. Il a ensuite voulu me frapper. Les personnes présentes se sont interposées et j'ai réussi à me dégager. Alors que je partais il m'a dit : 'Je vais te retrouver et je vais te tuer'. »

Thierry Dernis va aussitôt porter plainte. « J'ai été reçu par les gendarmes qui m'ont écouté. Rien que ça, cela fait du bien. Le lendemain la personne a été arrêtée et mise en garde en vue pendant une journée. C'est rassurant de voir que les institutions répondent. »

#### Une démission collective pour un électrochoc

Dans le même temps, l'adjoint de Lauris reçoit le soutien de toute son équipe municipale. Dans la foulée, André Rousset, le maire, annonce aussi qu'il démissionnera en compagnie de sa majorité. Cette décision devant servir d'électrochoc afin de sensibiliser les pouvoirs publics et les médias contre ce phénomène



général de violences croissantes. « Une action choc pour faire prendre conscience de ces dérives », explique André Rousset, maire de Lauris.

Une protestation qui ne sera finalement pas mise à exécution après plusieurs échanges avec les services de la préfecture de Vaucluse.

#### La parole se libère

La succession de ces incidents a au moins le mérite de pousser les autres élus vauclusiens à sortir de leur silence après avoir trop longtemps accepter ce type d'acte.

« Les langues se délient, reconnaît Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV, et les élus n'hésitent plus à nous faire part de leurs mauvaises expériences en la matière. »

Dans ce cadre, l'AMV recueille les signalements que lui font remonter les élus depuis le terrain. Des signalements de différents niveaux de gravité, qui peuvent aller des insultes jusqu'à des intimidations ainsi que des gestes physiques, et contre lesquels l'AMV se porte systématiquement partie civile.

#### Gestion des conflits : des formations du GIGN avec l'AMV

Afin de permettre aux élus de Vaucluse de faire face à certaines situations de conflit, l'AMV a organisé des réunions animées par un négociateur de l'antenne du GIGN à Orange. A cette occasion, la gendarmerie nationale explique aux maires et aux élus comment réagir face à une personne agressive et comment tenter de désamorcer une situation de conflit. Une demi-douzaine de réunion a déjà eu lieu avec l'AMV qui va proposer de nouvelles cessions. Par ailleurs, la gendarmerie propose également des fiches d'informations consultables sur le site referentsureté.fr.

#### L'AMV dispose d'élus référents contre les violences et les agressions d'élus

Par ailleurs, afin de mieux coordonner son action auprès de ses membres, l'Association des maires de Vaucluse a désigné deux référents : le maire de Sainte-Cécile-les-Vignes et l'adjoint à la sécurité de Mormoiron. Deux élus en charge des violences faites aux élus au sein de l'AMV qui, eux aussi, ont été confrontés aux menaces.

« Au sortir du Covid, j'ai subi une altercation avec des propos homophobes, rappelle <u>Vincent Faure</u>, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes. Une affaire classée sans suites même s'il y a eu une écoute des gendarmes et du procureur. »

De son côté Bernard Le Dily, adjoint en charge de la sécurité publique, de la prévention de la délinquance, des écoles, du conseil municipal des jeunes et de la culture à Mormoiron a dû batailler ferme pour que la justice s'en mêle.

« Entre le moment où j'ai déposé plainte, le 25 juin 2022, et le classement sans suite avec un simple rappel à la loi, c'était le 29 novembre. Et encore il a fallu que je voie deux fois le procureur qui nous a dit qu'il avait une échelle de sanction qu'il se devait de respecter. »

En attendant, l'élu de Mormoiron, ancien policier et gendarme, reconnaît alors que l'on peut avoir parfois le sentiment d'être seul, surtout dans les petites communes.

« Dans un village on croise l'agresseur ou sa famille tous les jours. On peut se sentir vulnérable même si fort heureusement on a le soutien de l'AMV. »

#### **Certains s'excusent parfois**

Venue soutenir son collègue de Cairanne, Anne-Marie Bardet, maire de Sarrians, a elle aussi connue

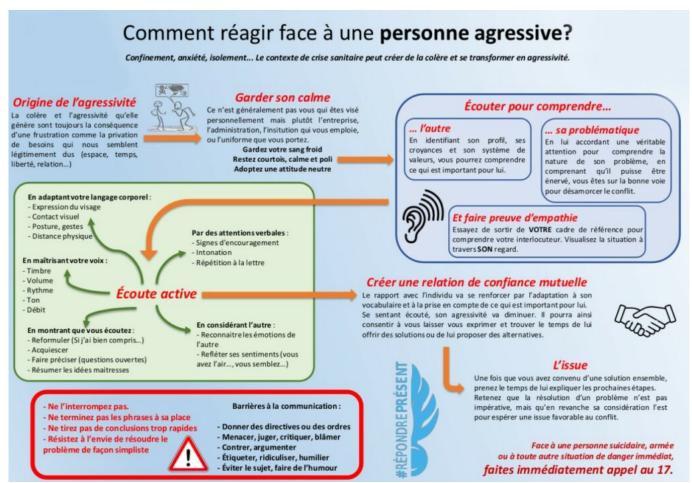


#### pareille mésaventure.

« J'ai moi-même été aussi victime de violentes injures le 17 mai dernier, confie l'élue. J'ai informé l'AMV et j'ai porté plainte mais je n'ai pas eu de retour à ce jour. »

Sa 'faute' ? avoir fait une remontrance à une personne qui conduisait trop vite un fourgon sur la place de la mairie, là où jouent des enfants.

« Je n'avais pas voulu témoigner dans la presse à ce moment-là car il y a une fratrie et se sont des gens corrects. Depuis, le monsieur m'a envoyé un message pour s'excuser de son attitude en expliquant qu'il avait tout un tas de raisons personnelles pour expliquer pourquoi il s'était comporté aussi mal : « il exprime son plus profond regret pour son comportement impulsif et irrespectueux à mon égard. Il est conscient d'avoir mal agi. »



La gendarmerie propose notamment des fiches conseils de 'déconfliction' à destination des élus afin de disposer de base pour réagir face à une personne agressive.

« Aujourd'hui la parole du maire, ne vaut rien contre un délinquant de la route. »

Michel Terrise, le maire d'Althen-des-Paluds



#### Des élus qui dérangent parfois les petits trafics

Une litanie sans fin que conclu Michel Terrise, le maire d'Althen-des-Paluds : « J'ai été menacé de mort lors de mon 1<sup>er</sup> mandat pour une histoire d'urbanisme. Je n'avais pas porté plainte. »

Là, c'est un conducteur qui a mis en danger la vie d'un de ces policiers municipaux en forçant le passage lors d'un simple contrôle où il était présent avec son premier adjoint.

« Nous avons clairement vu le conducteur accélérer et notre policier a dû sauter sur le côté pour l'éviter. Nous avons noté et le numéro et il fallut relancer à plusieurs reprise le procureur pour qu'il y ait des suites. La personne a dit qu'il n'avait pas vu le policier. C'est donc parole contre parole mais aujourd'hui la parole du maire, qui est officier de police et assermenté de par sa fonction, ne vaut rien contre un délinquants de la route. »

« L'écharpe tricolore ne fait pas des élus des surhommes. »

Vincent Faure, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes

#### Ne plus rien laisser passer

- « Tout cela, ça affecte autant la vie d'élu que la vie personnelle car il y a des impacts directs », regrette pour sa part, Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV qui constate que si certains élus « se sont engagés dans des démarches judiciaires, d'autres peuvent parfois être plus en retrait. »
- « Jusqu'alors on rentrait chez soi ou sa mairie et on pensait à autre chose. Mais maintenant, il ne faut plus tourner la page, insiste Vincent Faure. Désormais, il faut tout faire remonter pour savoir ce qui se passe dans nos départements, ce qui se passe en France. Il n'y a pas de petites agressions concernant les élus et plus généralement les citoyens d'ailleurs. Quelle que soit l'agression, elle est intolérable. Il ne faut rien laisser passer. C'est pour cela que je suis fier que l'AMV se porte systématiquement partie civile en étant totalement solidaire avec les élus. Je trouve aussi extrêmement courageux que mes collègues, maires, adjoints ou élus aillent jusqu'au bout de leur démarche de plaintes même si parfois c'est difficile de le faire dans un petit village où tout le monde se connaît. Une solidarité au sein de son propre conseil municipal doit aussi être de mise. Les élus ne sont que des femmes et des hommes. L'écharpe tricolore n'en fait pas des surhommes. »

#### Le Covid et les réseaux sociaux n'ont rien arrangé

Une situation qui, aux dires des élus, s'est particulièrement aggravée au sortir du Covid.

- « Il y a de plus d'incidents de ce type depuis la fin du Covid et la réouverture des 'cages', poursuit le maire de Sainte-Cécile. On constate une agressivité de plus en plus surprenante. Je pense aussi au médecin, aux enseignants, aux forces de l'ordre, aux sapeurs-pompiers, à tous ceux qui sont en contact avec le grand public. »
- « Et les réseaux sociaux offrent un univers sans limites à ces excès », complète le président de l'AMV.
- « Il faut voir aussi que nous dérangeons les petites trafics ou que nous sommes confronté à des mineurs qui traînent la nuit et que nous ramenons à leurs parents sans que certains de ces derniers n'aient à redire sur le comportement de leurs enfants », indique également, Michel Terrise, le maire d'Althen.



« A cela s'ajoute des problématiques avec des individus qui ont des problèmes psychologiques ou psychiatriques que l'on a identifiés », complète Pierre Gonzalvez. « Nous sommes particulièrement démunis dans ces cas de figure», confesse la maire de Sarrians.

« Nous sommes responsables de tout, y compris pour des problèmes de compétences qui ont été enlevés aux maires. »

Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV

« Nous sommes assaillis tous les jours pour des problèmes concernant des compétences qui ont été enlevés aux maires : l'assainissement, la fibre, l'eau, les déclarations d'impôts, la distribution d'électricité, les encombrants, les routes, la vitesse, les vols.... Nous sommes responsables de tout », regrette le président de l'AMV.

Ce dernier poursuit cependant « Les gens se rendent tout de même compte de ce que nous faisons. Beaucoup de nos administrés nous disent 'qu'ils ne savant pas comment on fait' et 'comment on supporte ces contraintes'. 'Qu'ils ne voudraient pas être à notre place'. »

Si à ce jour ces agressions ne sont pas encore venues à bout de leur motivation, entre pare-brise casé ou rayure sur la voiture, des élus de Vaucluse reconnaissent que cela commence à entamer leur détermination pour la vocation...

Ainsi, selon l'Association des maires de France, le taux de démission serait actuellement de 15% pour les élus municipaux alors qu'il n'est que de 2,7% dans le secteur privé.

#### Condamner c'est bien, agir c'est mieux!

« Le problème aujourd'hui c'est que les gens ne sont plus des citoyens mais des consommateurs de services publics », explique Jean-François Lovisolo, ancien co-président de l'AMV désormais député de la 5° circonscription de Vaucluse. Il peut y avoir les discutions dans la rue, voir des engueulades, mais on est dans le ressort de la 'Pagnolade'. Mais il y a aussi ce qui est de l'ordre de l'inacceptable, comme à Lauris ou Cairanne. »

« Les gens ne sont plus des citoyens mais des consommateurs de services publics. »

Jean-François Lovisolo, député de la 5e circonscription de Vaucluse

« Je veux bien que l'on nous interpelle toute la journée pour des choses où l'on n'a rien à voir, poursuit le parlementaire. On est là pour ça. Mais il ne faut pas oublier que les élus locaux sont les derniers à faire du lien social quand il n'y a plus de services publics sur les territoires. Et ils ne le font pas pour l'argent. Ce n'est pas pour 500€ par mois, qui passent d'ailleurs principalement dans les frais de déplacement



qu'ils le font, mais bel et bien pour l'intérêt collectif et rendre service aux gens. Si on perd ces élus-là, il n'y a plus rien derrière. Il faut donc que l'Etat prenne des mesures et des sanctions exemplaires quand un élu local est agressé comme c'est le cas par exemple pour un gendarme. Il faut envoyer un message car c'est bien de condamner mais il faut aussi agir. »

Dans cette optique, Jean-François Lovisolo et Karl Olive, député de la 12e circonscription des Yvelines, proposent donc une loi relative « au renforcement de la législation visant à protéger les élus municipaux », « ces fantassins de la République, ces chevilles ouvrières du pays, qui sont quotidiennement vilipendés, agressés au point de renoncer à une mission qui leur a été confiée en toute légitimité par leurs concitoyens. »

#### Les maires des petites communes en première ligne

« Dans les communes, ce phénomène est bien connu des maires et des personnels municipaux, poursuit Jean-François Lovisolo. Les plus petites d'entre elles ne peuvent pas bénéficier d'agents assermentés, ni de services structurés. Ce sont donc souvent les élus qui se retrouvent seuls, face, d'une part, à un nombre grandissant d'infractions (dégradation de biens publics et de mobilier urbain, dépôts sauvages d'ordures...) et, d'autre part, à des agressions, menaces, intimidations, insultes ou injures qui touchent maires, adjoints et conseillers municipaux dans l'exercice ou du fait de leurs fonctions. »

La proposition de loi des deux députés a notamment pour objectif d'aligner les peines suite à des délits contre les conseillers municipaux en charge d'une mission de services publics sur celles prévues pour ces mêmes agissements contre les représentants des forces de l'ordre.

#### Allongement du délai de prescription pour diffamation et protection fonctionnelle

Le texte prévoit aussi que la durée d'un acte diffamatoire, prescrit tous les 3 mois, puisse être allongée à 12 mois pour les personnes dépositaires de l'autorité publique. Autre souhait : la création d'un « un délit d'atteinte à la vie privée par diffusion d'informations relatives à la vie privée, familiale d'une personne titulaire d'un mandat électif communal permettant de l'identifier ou de la localiser afin de protéger les élus par l'interdiction de la diffusion malveillante de données personnelles, notamment sur un service de communication au public en ligne ».

Il est également demandé « d'étendre la compensation financière par l'État, couvrant les coûts de couverture assurantielle, à toutes les communes de moins de 10 000 habitants. Cette mesure s'appliquerait à la protection fonctionnelle accordée aux conseillers municipaux, afin de soulager ces derniers de cette charge financière ».

« L'Agression est un acte exceptionnelle et doit avoir une réponse exceptionnelle, insiste le député vauclusien, ancien maire de la Tour d'Aigues. Et cette réponse c'est une réponse pénale. »

« Le débat cela empêche de se battre. »

André Rousset, maire de Lauris

#### Pas de salut sans une réaction collective





« Je pensais que l'humanité évoluait, mais parfois il faut constater que parfois elle régresse, constate avec un brin de fatalisme, André Rousset, le maire de Lauris. Je suis travailleur social de formation initiale. C'est tous ensemble que nous devons agir : les élus, les citoyens, la République. Cela passe par tout le monde, les papas et les mamans aussi, les députés, la préfète, les journalistes. Il faut saisir les enjeux de tout cela et qu'on essaye de le freiner. Si on ne le fait pas ensemble, nous n'y arriveront pas. Il faut mettre de l'humain dans ce qui nous uni car aujourd'hui on perd de l'humain. Il faut comprendre que le débat cela empêche de se battre. »

Laurent Garcia

#### La réponse des services de l'Etat

Conscient d'une situation de plus en plus tendue, Violaine Démaret, préfète de Vaucluse, a tenu à rappeler que Dominique Faure, ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la ruralité annoncé la création d'un centre d'analyse et de lutte contre les atteintes aux élus. Ce dernier pilotera le déploiement d'un pack sécurité comprenant :

- la création d'un réseau de plus de 3 400 référents « atteintes aux élus » dans toutes les brigades de gendarmerie et les commissariats, offrant un point de contact privilégié aux élus pour parler des menaces ou des violences dont ils font l'objet,
- le renforcement du dispositif 'Alarme élu', qui permet aux élus qui se sentent menacés d'alerter leur commissariat ou leur gendarmerie pour être secourus rapidement en cas d'appel au 17, et bénéficier d'une vigilance renforcée de la part des forces de l'ordre,
- le rappel aux préfets du principe 'une menace = une évaluation', pour que ces derniers puissent décider de mesures éventuelles de protection.

Ces mesures permettront d'amplifier la démarche « d'aller-vers » des forces de l'ordre, afin de faciliter le dépôt de plainte des élus locaux quand ils le souhaitent et où ils le souhaitent.

# Test : la gendarmerie vous propose d'évaluer le risque cambriolage de votre domicile



Ecrit par le 30 octobre 2025



Alors que de nombreux Français s'apprêtent à partir en vacances, la gendarmerie nationale propose de répondre à un test afin d'évaluer la vulnérabilité de son domicile contre le cambriolage. En 20 questions concrètes, le site <u>referentsurete.fr</u> permet aux particuliers d'évaluer rapidement leur risque d'effraction sur une échelle de 0 à 50 (50 étant le risque maximum).

« Un cambriolage dure le plus souvent moins de 10 minutes, explique la gendarmerie en préambule de <u>ce</u> <u>test</u>. Le cambrioleur cherche donc au domicile de ses victimes des points de faiblesses susceptibles de faciliter son action. Il est donc nécessaire de tenter de le dissuader d'agir ou de le ralentir au maximum s'il a débuté son acte de malveillance. Avec ce questionnaire interrogez-vous sur la vulnérabilité de votre habitation. »

Une fois le constat dressé sur la vulnérabilité de votre habitation vous pourrez ensuite télécharger <u>une plaquette d'information pour lutter contre les cambriolages</u>.

Le site propose également <u>d'autres fiches conseil pratiques</u> sur les clôtures, les portails, le vitrage, les portes, les serrures, les rideaux métalliques, les coffres forts et même les systèmes de protection de franchissement de véhicules.

Cliquer ici pour réaliser le test : 'Mon domicile est-il exposé aux cambriolages ?

#### Des conseils de prévention auprès des collectivités et des entreprises aussi

Le site <u>referentsurete.fr</u> ne s'adresse pas qu'aux particuliers puisqu'il propose également de nombreux





#### conseils <u>aux entreprises</u> et <u>aux collectivités</u>.

Depuis 2007 les référents sûreté de la gendarmerie œuvrent dans l'accompagnement et le conseil de ces derniers afin d'améliorer leur protection. Diplômé en prévention technique de la malveillance et spécialisé dans le domaine de la vidéo protection, chaque militaire a une connaissance des modes opératoires de la délinquance permettant ainsi de mieux appréhender ce sujet.

Par ailleurs, si vous désirez qu'un référent sûreté intervienne sur un projet particulier (ESSP-Etude de sûreté et de sécurité publique-, audit, diagnostic, intervention publique...), vous pouvez solliciter par écrit celui de la gendarmerie en Vaucluse à l'adresse figurant en fin d'article. Dans ce cadre, il existe d'ailleurs un référent gendarmerie dans chaque département de France et de <u>la région Provence-Alpes-Côte d'Azur</u>.

L.G.

Contact : Cellule prévention technique de la malveillance de la gendarmerie nationale de Vaucluse. 20 boulevard Raspail. 84 000 Avignon. <a href="mailto:cptm.ggd84@gendarmerie.interieur.gouv.fr">cptm.ggd84@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a>

## 5 conseils pour voyager en toute sécurité cet été



Ecrit par le 30 octobre 2025



# Les vacances d'été font de vous la proie idéale des hackers. Évitez cette fâcheuse situation grâce à ces 5 conseils de cybersécurité.

Les voyages d'été approchent et vous planifiez vos vacances bien méritées ? De simples actions telles que l'utilisation du Wi-Fi public dans les aéroports, les hôtels ou les lieux touristiques peuvent rendre vos appareils vulnérables au piratage et compromettre votre cyber-identité. Pour vous aider à protéger votre identité, vos données financières, vos documents sensibles et vos mots de passe, voici 5 bonnes pratiques en matière de cybersécurité à adopter cet été.

#### 1. Limitez les messages sur les réseaux sociaux qui mentionnent votre destination

Les posts sur les réseaux sociaux sont devenus l'activité préférée des voyageurs. Cependant, il peut être dangereux de publier des messages pendant que vous voyagez et de divulguer votre position exacte alors que vous êtes encore sur place. Une fois que votre position est exposée publiquement, n'importe quel acteur malveillant peut vous prendre pour cible. Bien que cela puisse sembler improbable en tant que touriste, les locaux qui connaissent mieux votre environnement auront plus de facilité à vous localiser que vous ne le pensez. Si vous êtes toujours tenté de publier, attendez d'avoir déménagé dans une nouvelle destination ou mieux encore, le moment où vous serez rentré chez vous.

#### 2. Évitez les réseaux Wi-Fi publics

Bien qu'il puisse être difficile de trouver un réseau Wi-Fi fiable lors d'un voyage, il vaut mieux être en sécurité que dangereusement connecté aux réseaux Wi-Fi publics. Les attaquants peuvent utiliser ce que



l'on appelle une attaque de type « man-in-the-middle » (MITM) lorsque votre appareil est connecté à un réseau Wi-Fi public, ce qui permet aux hackers d'accéder à votre navigateur ou à votre application et de récupérer vos données stockées. En règle générale, les réseaux Wi-Fi publics doivent toujours être évités.

#### 3. Envisagez d'utiliser un VPN

Lorsque vous voyagez, l'utilisation d'un réseau privé virtuel (VPN) vous permet de rester protégé lorsque vous vous connectez depuis n'importe quel endroit. Non seulement un VPN vous permet d'éviter la limite de bande passante, mais il protège également votre identité en ligne et sécurise votre connexion depuis n'importe quel endroit, même si vous vous trouvez sur un tout autre continent.

#### 4. Téléchargez les documents importants pour les sauvegarder

Voyager vers des destinations et des attractions touristiques nouvelles et inconnues peut être chaotique, ce qui augmente le risque de vol ou d'égarement d'effets personnels importants (passeports, visas, dossiers médicaux, etc.). En téléchargeant des copies de ces documents importants contenant des informations très sensibles vers un gestionnaire de mots de passe sécurisé, vous disposerez de copies numériques de sauvegarde en cas de perte ou de vol.

#### 5. Partagez en toute sécurité des informations d'urgence avec une source de confiance

Pendant vos vacances, renforcez votre sécurité en partageant des informations importantes avec des membres de votre famille ou des amis de confiance, afin qu'ils puissent y accéder en cas d'urgence. Utilisez un service chiffré pour partager en toute sécurité des informations d'assurance ou des documents d'identité, comme votre passeport, pour une durée limitée. Ainsi, en cas d'urgence médicale ou autre, il pourra vous aider sans que des informations sensibles soient exposées par mail, SMS ou messagerie, même à l'autre bout du monde.

Arnaud De Backer, Channel Sales Manager EMEA, Chez Keeper Security.

## Avignon accentue la vidéo-verbalisation



Ecrit par le 30 octobre 2025



Cécile Helle, maire d'Avignon l'avait annoncé il y a quelques semaines <u>lors de son bilan de mi-mandat</u> : la Ville allait notamment moderniser son parc de vidéo-surveillance. Objectif : lutter contre la délinquance et les incivilités mais aussi faciliter la vidéo-verbalisation.

Pour cela, outre les caméras fixes de vidéo-surveillance déjà installée ou à venir, la cité des papes vient d'équiper l'un de ses véhicule électrique afin qu'il puisse réaliser des contrôles mobiles comme le font désormais Lyon et Villeurbanne depuis le mois d'avril dernier.

Ce dispositif de Lecture automatique de plaques d'immatriculation (Lapi) est embarqué sur une Renault Zoé du service des ASVP (Agents de surveillance de la voie publique) de la commune d'Avignon (voir photo ci-dessus).

« Ce système de contrôle de stationnement payant avec émission de forfait de post-stationnement (FPS) en situation embarquée et délocalisée » permettra dorénavant de constater les infractions et de procéder à l'envoi, si nécessaire, d'une contravention au domicile des contrevenants.

#### Tolérance zéro

Ce nouvel outil mobile de contrôle s'inscrit dans la même logique que la pose annoncée de pièges photographiques afin de verbaliser les contrevenants en matière de propreté.

« La Ville peut beaucoup, le Grand Avignon peut beaucoup, mais il faut aussi que le citoyen fasse des efforts, expliquait Cécile Helle. Il y a aura une tolérance zéro en ce qui concerne les dépôts sauvages et le non-respect des consignes de ramassages des poubelles. »

#### Renforcement de la Police municipale

Par ailleurs, si la commune s'est félicitée de <u>l'annonce récente de nouveaux renforts de police nationale</u>



Ecrit par le 30 octobre 2025

en Vaucluse dont Avignon va bénéficier, la Ville a aussi annoncé il y a peu qu'elle allait renouveler l'armement de sa police municipale (PM) ainsi qu'une partie de sa flotte de véhicules.

« Nous allons aussi procéder à des recrutements afin de pouvoir intervenir la nuit, annonce aussi la maire de la cité des papes. Nous allons également moderniser notre parc de vidéo-surveillance et réorganiser les locaux de la police municipale à Montfavet notamment. Par ailleurs, nous allons créer un poste en commun pour la PM et la police nationale. »

L.G.

## Sorgues: Eurenco inaugure son siège social et confirme son enracinement en Vaucluse



Le groupe Eurenco, fabricant d'explosifs et d'additifs pour carburants destinés aux marchés civils et de la défense, vient d'inaugurer son nouveau siège social situé à Sorques. Pour la société, qui dispose déjà d'une unité de production historique implantée à quelques centaines



de mètres, cette arrivée marque un ancrage encore plus important dans le Vaucluse. Preuve en est, le leader européen des poudres et explosifs s'associe à la CCI de Vaucluse pour ouvrir prochainement une formation pyrotechnie sur le campus consulaire d'Avignon.

Si le transfert du siège social d'Eurenco depuis Massy en région parisienne avait été décidé en 2020, c'est fin mai que le groupe a officialisé cette arrivée. Pour l'occasion, <u>Emmanuel Chiva</u>, Délégué général de l'armement, était aux côtés de <u>Thierry Francou</u>, PDG d'Eurenco pour inaugurer le nouveau siège sorguais s'étendant sur 2 000m2 avec un potentiel d'extension de 1 000m2 supplémentaires.

« Si la décision de s'installer ici a été prise avant le Covid, avec la crise sanitaire il nous a fallu un peu de temps pour nous installer même si nous avons commencé à occuper les locaux depuis 1 an déjà », explique le PDG d'Eurenco.



Le site de production de Sorgues du leader européen des poudres et explosifs. © Eurenco

#### Priorités aux entreprises locales pour ces travaux de plus de 1M€

Pour cela, l'entreprise a consacré un peu plus de 1M€ afin de réaménager et moderniser pendant 6 mois ces anciens locaux appartenant jusqu'alors à la société Saint-Gobain.

« Toutes les entreprises sélectionnées pour les travaux se situent toutes à moins de 30 kilomètres d'ici », insiste Thierry Francou qui a tenu également à saluer l'accompagnement dont a bénéficier ce projet d'installation de la part de la préfecture de Vaucluse, de la commune de Sorgues et de l'intercommunalité, du Département, de la Région ainsi que de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Vaucluse « alors que le foncier économique manque ».

Ecrit par le 30 octobre 2025

« Nous sommes dans le territoire depuis un siècle et nous y serons encore dans un siècle. »

Thierry Francou, PDG d'Eurenco et président de la SNPE

Pour Eurenco, ce déménagement permet également de se rapprocher d'un de ses sites de production historique que les Vauclusiens connaissent plutôt sous le nom de 'poudrerie' ou de SNPE (Société nationale des poudres et des explosifs) dont Thierry Francou a été nommé président depuis quelques mois sur proposition du ministre de l'économie\*.

En effet, descendante directe de la ferme des Poudres et Salpêtres créée sous le règne de Louis XIV, la SNPE, dont cette dénomination remonte à 1971, dispose d'une 'Poudrerie nationale' implantée à Sorgues depuis 1915 au lieu-dit 'la Traille', entre l'ancienne route nationale 7 et le Rhône.

« Ce nouvel environnement de travail au cœur de la Région Sud est également une preuve supplémentaire de notre engagement à renforcer notre ancrage territorial, et vient conclure une nouvelle phase de notre transformation pour faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain, se félicite le PDG d'Eurenco. Pour nous, notre ancrage local est déterminant. Nous sommes dans le territoire depuis un siècle et nous y serons encore dans un siècle. »

#### Un pôle de recherche stratégique

Actuellement, le nouveau siège accueille déjà près de 120 salariés de la direction générale ainsi que l'ensemble des fonctions 'support' du groupe (achat, Ressources humaines, finances...). Le site abrite également un centre recherche et de développement regroupant près d'une trentaine de personnes travaillant en étroite collaboration avec les 4 autres sites du groupe implanté à Bergerac ainsi qu'en Belgique et en Suède.

Cette unité de R&D travaille notamment sur des modélisations de simulations ainsi que sur du développement 3D. Ces équipes de recherche (une cinquantaine de personnes pour les 4 sites) élaborent ainsi les meilleures façons d'optimiser la combustion de la poudre.

« Ce qui est important c'est la capacité d'allumage de l'ensemble des grains de poudre situés dans les différentes chambres car c'est ce qui permet de maîtriser la montée en pression et propulser un obus à une quarantaine de kilomètres », explique Alain Tronche, directeur technique d'Eurenco.



Ecrit par le 30 octobre 2025



La connaissance de la capacité d'allumage de l'ensemble des grains de poudre permet de maîtriser la montée en pression et propulser un obus à une quarantaine de kilomètres comme c'est le cas avec les canons Casear de Nexter. © Eurenco

Des unités d'artillerie longue portée qui donnent pleinement satisfaction à l'armée ukrainienne, qui dispose actuellement d'une trentaine d'engins de se type donnés par le France (voir ci-dessous).



Ecrit par le 30 octobre 2025



© C Dans l'air-France 5

Ces modélisations permettent ainsi de comprendre ce qui se passe dans une culasse d'un canon de type Caesar, qui s'illustre actuellement en Ukraine, dont une partie des munitions à charges modulaires sont conditionnées dans l'usine de Sorgues.

« Si on fait trop de 'grains', le canon explose car la pression est trop haute, complète Thierry Francou. Si on ne brûle pas assez vite, le projectile ne sort pas suffisamment vite et il va moins loin. C'est très fin et la forme du grain est importante. »

Le laboratoire travaille aussi sur les allumeurs de charge du missile pour Mica anti-aérien. Les ingénieurs d'Eurenco devant notamment maîtriser des vitesses de propagation de l'ordre de 8 000 mètres/seconde. Les poudres d'Eurenco servent aussi à la confection d'obus de mortier, de munitions de gros calibre, de cartouche de chasse...

#### Vers une économie de guerre ?

« Nous avons la capacité de fabriquer ces matières premières de base, de mettre en forme ces grains et ensuite de les mettre dans des systèmes qui vont aller chez les munitionnaires, complète le PDG d'Eurenco. Nous servons ainsi l'ensemble des munitionnaires européen depuis nos sites. La maitrise d'un produit pyrotechnique en toute sécurité avec une performance donnée c'est une reconnaissance des compétences des équipes d'Eurenco actuellement. »

Cette réorganisation des activités intervient alors qu'avec la guerre en Ukraine, la situation internationale a rappelé durement les réalités des enjeux de souveraineté industrielle en matière de défense.

Ainsi, l'usine de Sorgues, premier employeur industriel de la commune avec 365 salariés, devrait voir sa



production d'explosifs à haute performance largement augmenter dans les années à venir. Une 'remontée en charge' déjà entamée depuis plusieurs années avec de nombreux investissements, comme notamment en 2021 avec la réalisation d'une station de traitement actif des rejets du site sorguais, qui vise à doubler les capacités de production de ce groupe employant au total près de 1 200 collaborateurs.



Le groupe Eurenco, qui regroupe près de 1 200 collaborateurs, dispose de 2 sites en France (à Sorgues et Bergerac) ainsi qu'en Belgique et en Suède.

Une ré-industrialisation illustrée également par la récente décision d'augmenter la capacité de production de poudres de gros calibre principalement destinées à l'artillerie de 155mm sur le site de Bergerac.

- « Aujourd'hui, ces investissements sur l'ensemble des sites nous permettent de monter en capacité, assure Thierry Francou. Mais la problématique ce n'est pas la demande, c'est qu'elle est le bon niveau de réponse et quelles sont les moyens, les compétences et les personnes qu'il faut mettre en place pour atteindre ces objectifs ? » En attendant, le groupe a réalisé une chiffre d'affaires en hausse de +30% en 2022 pour atteindre 300M€.
- « Nous devrions aussi enregistrer une augmentation de +30% pour l'année 2023 et atteindre le doublement de notre CA en 2025 comme cela avait été prévu par le groupe, poursuit le PDG d'Eurenco. Nous devrions continuer à croître ensuite. Nous avons des produits phares, très demandés avec une visibilité sur nos marchés jusqu'à quasiment 2030. » De quoi envisager la perspective de réaliser 800M€ de chiffre d'affaires à cette horizon.



Ecrit par le 30 octobre 2025

#### Eurenco recrute et lance une formation avec la CCI de Vaucluse

Afin de faire face à ce développement, le groupe entend aussi se donner les moyens humains pour relever ces défis. Ainsi, après avoir lancé en début d'année sa campagne de recrutement des alternants, le leader européen des poudres et explosifs veut encore embaucher. Actuellement, une trentaine de postes sont à pourvoir au sein du groupe dont 18 à Sorgues (11 CDI et 7 alternants).

« Nous avons recruté 300 personnes sur l'ensemble du groupe depuis 2019 et nous allons encore continuer à embaucher, précise Thierry Francou. Nous cherchons des personnes de tous niveaux : opérateurs, techniciens, ingénieurs... »



Gérard Frut (à gauche), président du Campus pyrotechnie du futur, et Thierry Francou, PDG d'Eurenco officialisent la création d'une antenne du Campus pyrotechnie du futur au sein du Campus de la CCI de Vaucluse qui va devenir 'L'Académie Vaucluse Provence'. © Eurenco

Afin d'anticiper une partie de ses besoins en personnel, Eurenco, <u>la Chambre de commerce et d'industrie</u> (CCI) de Vaucluse et <u>l'association Campus pyrotechnie du futur</u> viennent d'ailleurs de s'associer afin de créer une antenne de cette formation peu répandue au sein du campus de la CCI à Avignon.

Avec cette annonce officielle, qui vient d'être faite au salon du Bourget, l'objectif pour la CCI 84 est de développer son campus qu'elle souhaite renommer 'Académie Vaucluse Provence'. En effet, si la chambre consulaire vauclusienne offre déjà un répertoire important de formations, elle ambitionne de développer



son offre dans le secteur industriel dont ont besoin les entreprises locales.

« C'est un des grands projets de notre mandature : la formation ! »

Gilbert Marcelli, président de la CCI de Vaucluse

« C'est un des grands projets de notre mandature : la formation !, insiste Gilbert Marcelli, président de la CCI de Vaucluse. L'Académie Vaucluse Provence accueillera l'ensemble des formations inter-métiers que nous allons construire avec les fédérations professionnelles et les entreprises des territoires de notre Région Sud. C'est un immense honneur de recevoir, en Avignon, au sein de notre campus, les formations dispensées par le Campus pyrotechnie de Bourges. Nous allons travailler main dans la main pour une plus grande réussite de nos entreprises ».

« Cette antenne va nous permettre de renforcer et accélérer la formation des nouveaux arrivants au sein du groupe, confirme Thierry Francou. Dans un marché en forte tension, les formations délivrées pour toutes les catégories de personnels permettront de renforcer notre ADN de pyrotechnicien. »

#### La formation débutera en novembre prochain

Créé à Bourges en février 2022, <u>le Campus pyrotechnie du futur</u> est spécialisé dans les formations liées aux métiers de la pyrotechnie en s'appuyant sur les entreprises nationales du domaine. Dans ce cadre, l'association entend déployer certaines de ces formations à proximité de sites industriels pyrotechniques afin de répondre au mieux à leurs besoins.

Pour le Campus « la situation géographique d'Avignon répond à cet enjeu compte tenu de la présence d'acteurs majeurs dans la région. »

Par ailleurs, « cet accord de partenariat avec un acteur majeur de la pyrotechnie militaire est la traduction du bien fondé de notre démarche, à vocation nationale, pour diffuser la culture pyrotechnique, ses innovations, en assurer son attractivité et développer ses compétences », complète Gérard Frut, président du Campus pyrotechnie du futur.

La première formation dispensée par l'association sur le campus de la CCI de Vaucluse, au profit des industriels de la région, dont principalement d'Eurenco, aura lieu à partir de novembre 2023. Elle devrait réunir plus d'une vingtaine de personnes pour débuter.

#### Laurent Garcia

\*Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'État a pris la totalité du capital de la holding SNPE, qui détient 100% d'Eurenco, sa filiale opérationnelle. Eurenco est ainsi l'entité 'active' de la SNPE qui n'a pas de personnel et appartenait auparavant au groupe public Giat Industries, propriétaire du fabricant de blindés et de munitions Nexter qui vient d'ailleurs de fusionner ses marques avec l'Allemand KMW sous la nouvelle bannière KNDS.

Production d'additifs : le site de Sorgues renforcé



Ecrit par le 30 octobre 2025

Veryone, société du groupe Eurenco, est le leader mondial de la production et de la vente du Nitrate d'éthyle hexyl (NEH). Cet additif chimique améliorant la combustion et réduisant les émissions du carburant diesel, est produit sur deux lignes de production de Sorgues. Tout récemment, Veryone vient d'acquérir les équipements de l'usine d'EPC groupe, un de ses concurrents basé au Royaume-Uni, après que ce dernier a décidé de se désengager de cette activité.

En rapatriant dans le Vaucluse cette partie 'additifs', qui représente tout de même un tiers du CA total du groupe, Eurenco va créer 18 emplois (11 CDI et 7 alternants) sur son site de Sorgues qui disposera d'une capacité de production de l'ordre de 80 000 tonnes par an. L'objectif étant, grâce à ses 7 sites de stockage dans le monde (16 000 tonnes de stock au total), de fournir du NEH n'importe où et n'importe quand sur le marché mondial destinés aux grandes compagnies pétrolières et les fabricants de 'packages' de performance pour carburants.

